

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Ediogo B. P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

1982

24 févr. — Arrêté n° 12/PR/MSP autorisant l'ouverture d'un dépôt de médicaments à Kpékplémé (Tohoum). 216

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION
Arrêté portant nomination. 216

MINISTERE DE L'INTERIEUR
Arrêté portant reconnaissance de la désignation de chefs de villages. 216

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE
1982
3 mars — Arrêté n° 92-MEF-T-IV portant création d'une régie de recettes auprès du CENETI. 217
3 mars — Arrêté n° 95-MEF-AI portant approbation de dégrèvement en matière de contributions. 217
3 mars — Arrêté n° 96-MEF portant augmentation du montant de la caisse d'avance du C.H.U. de Lomé. 218

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS
1982
15 mars — Arrêté n° 5-MCT-DAC autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à l'Aéroclub du Togo. 218

15 mars — Arrêté n° 6-MCT-DAC autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à l'Etat togolais. 218
15 mars — Arrêté n° 7-MCT-DAC autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à l'Aéroclub du Togo. 218
17 mars — Arrêté interministériel n° 8-MCT-MEF portant relèvement des droits de navigation au port autonome de Lomé. 218
17 mars — Arrêté interministériel n° 9-MCT-MEF fixant les périodes de jour et nuit au port autonome de Lomé. 220
17 mars — Arrêté interministériel n° 10-MCT-MEF portant modification du mode de calcul et relèvement des droits de la mise à disposition du personnel du port autonome de Lomé. 221

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
1982

18 févr. — Arrêté n° 200/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des mines et de la géologie. 221
22 févr. — Arrêté n° 208/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la police. 221
22 févr. — Arrêté n° 209/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. 221
23 févr. — Arrêté n° 211/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale. 221
1er mars — Arrêté n° 234/MTFP portant promotion dans le corps du personnel du trésor. 221
Arrêtés portant admissions dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachement, fin de position hors cadre, révoications, acceptation de démission, rappel à l'activité, reprise de service, licenciements, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant licenciement et détachement. 221

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES
Décision portant nomination. 227

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES
Arrêtés portant nominations. 228

MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	
16 mars — Décision n° 37-MPRA-DGPD-DFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur du projet éducation.	228
Décision portant nomination.	228

DIVERS

1982	
5 mars — Arrêté n° 90/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Telare Atéfeibou.	228
9 mars — Arrêté n° 97/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adigbli Kodjo (Mathieu).	228
10 mars — Arrêté n° 97-bis/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sessou Kpadénou.	229
10 mars — Arrêté n° 98/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tsatsu Eméko Kofi.	229
10 mars — Arrêté n° 99/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amekpo Denké.	229
10 mars — Arrêté n° 100/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ouinsou Sossah Hodenou.	230
10 mars — Arrêté n° 101/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Attengue Lokossouvi (Martin).	231
10 mars — Arrêté n° 102/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Montso Ayélé (née d'Almeida).	231
10 mars — Arrêté n° 103/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Abévi Damado (Michel).	231
10 mars — Arrêté n° 104/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Okossou Igon.	231
10 mars — Arrêté n° 105/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Montso Koffi.	231
10 mars — Arrêté n° 106/MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse aux ayants-cause de M. Amouzou (Barthélémy).	232
10 mars — Arrêté n° 109/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afatchao V. Teko (Simon).	232
10 mars — Arrêté n° 110/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ewovon Yawo Domenyo (Théophile).	232
10 mars — Arrêté n° 112/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Wilson Adjété (Simon).	233
12 mars — Arrêté n° 113/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kangni Ekué.	233
12 mars — Arrêté n° 114/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afanouké M. (Henri).	233
16 mars — Arrêté n° 115/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amouzou-Kodzo Agbénohé Kokou.	233
16 mars — Arrêté n° 116/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Dagba Pépé (née Soglo).	233
16 mars — Arrêté n° 118-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Attissouh Kankocé (Alfred).	234
17 mars — Arrêté n° 119/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah Ayivi Amah (Paul).	234
17 mars — Arrêté n° 120/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afoda Djibril.	234
17 mars — Arrêté n° 121/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Pollykoe Mensah (Claude).	235
17 mars — Arrêté n° 122/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bedi Ohounou.	235
Arrêtés portant approbation de rôles.	235

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Fourniture de matériel travaux publics destiné à l'entretien routier au Togo).	240
Avis de perte de titres fonciers.	240

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Dépôt de médicament

Arrêté n° 12-PR-MSP du 24-2-82 — M. Bihaho Koffi, demeurant à Kpakpassa est autorisé, dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Kpekplémé (sous-préfecture du Moyen-Mono) un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Bihaho Koffi.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

Nomination

Arrêté n° 3/MAEC/DAP du 12-3-82 — M. Ali Mandikizinoyou, agent spécialisé confirmé 1er échelon (cat. D) en service à l'ambassade du Togo à Paris est nommé attaché d'ambassade à ladite ambassade (chapitre 12, article 4).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Désignation de chef de village

Arrêté n° 54-INT-APA du 10-3-82 — Sont reconnues officiellement les désignations par voie élective, en qualité de chefs de villages, des personnes dont les noms suivent :

Canton de Bassar

MM. Bagna Batchenti : chef du village de Tchatchaminadè
 Dogo Boyi : chef du village de Kpalou
 Kondi Kitchèou : chef du village de Baghan
 Kabi Nikabou : chef du village de Boungba
 Kangba M'Bayam : chef du village de Walélé.

Canton de Bangeli

M. Dassabou Bamabé : chef du village de Tabanlé

Canton de Sanda

MM. Agou Alassani : chef du village de Koundouda
 Adjom Djatina : chef du village de Soyalié.

Les chefs de village de Tchatchaminadè, Kpalou, Baghan, Boungba, Walélé, Tabanlé, Koundouda et Soyalié relèvent de l'autorité directe de leur chef de canton respectif.

Le préfet de Bassar est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE**ARRETE N° 92-MEF-T-IV du 8 mars 1982 portant création d'une régie de recettes auprès du CENETI.****LE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

Vu la constitution de la République Togolaise ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'Outre-Mer de la République Française promulgué au Togo par arrêté n° 49/F du 7 mai 1921, ensemble les textes modificatifs subséquents.

Vu le décret n° 58-76 du 14 octobre 1958, déterminant les modalités de création des Régies de menues Recettes ;

Vu la lettre n° 180/CEN.E.T.I. du 1er février 1982 du ministre du plan et de la réforme administrative.

A R R E T E :

Article premier — Il est créé une régie de recettes auprès du centre national d'études et de traitements informatiques (CENETI) chargée de

percevoir les recettes que le centre est autorisé à tirer de ses activités (travaux à façon, formation d'opérateurs de saisie, pupitreurs, programmeurs ; etc...)

Art. 2 — Le régisseur de recettes est nommé par décision du ministre du plan et de la réforme administrative sous l'autorité de qui le CENETI est placé.

Art. 3 — Le régisseur de recettes est soumis à la vérification comptable du trésorier-payeur qui centralise les recouvrements et au contrôle des corps de contrôle compétents.

Art. 4 — Le produit des recettes est versé au trésor chaque fin de semaine ; il l'est également lorsqu'il atteint la somme de deux cent mille (200.000) francs, et, en tout état de cause, le dernier jour de chaque mois. Lorsque les utilisateurs, des services du CENETI payent leurs factures par chèques, ceux-ci doivent être établis à l'ordre du trésorier-payeur.

Art. 5 — Les recettes ainsi reversées sont imputées au budget de l'Etat (budget général) au moyen d'ordres de recettes de régularisation établis par la direction des finances à la demande du trésorier-payeur.

Art. 6 — Le trésorier-payeur et le directeur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Lomé, le 8 mars 1982

T. TEVI BENISSAN

Arrêté n° 95-MEF-AI du 8-3-82 — Sont approuvés des dégrèvements détaillés au tableau ci-après d'un montant de six millions neuf cent vingt sept mille sept cent soixante neuf (6.927.769) francs.

Le trésorier-payeur, le directeur général de l'administration des impôts, le directeur des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

IMPOTS DIVERS

Agences	Année d'imposition	Rôle et Article	Noms des Contribuables	B I C	F N I	I.G.R	Amendes	Total
Lomé	1976	1/91	JABER-Frères	—	331 990	—	—	331 990
Lomé	1976	46/40	JABER-Frères	98 500	49 250	—	49 250	197 000
Lomé	1976	8/68	Nouvelle Société Togolaise (N.S.T)	107 660	53 830	53 830	—	215 320
Lomé	1976	8/69	SOTOCA	218 660	109 330	109 330	—	437 320
Lomé	1976	8/70	SOTOCA	262 390	131 195	131 195	—	524 780
Lomé	1976	47/38	Piquelin Francis	2 236 899	—	2 984 460	—	5 221 359
				2 924 109	675 595	3 278 815	49 250	6 927 769

Augmentation de la caisse d'avance

Arrêté n° 96-MEE du 8-3-82 — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance de menues dépenses du centre hospitalier universitaire de Lomé est portée de 1.800.000 à 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) francs.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1982.

**MINISTRE DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS**

ARRETE N° 5-MCT-DAC du 15 mars 1982 autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à l'aéroclub du Togo.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution du 9 janvier 1980, notamment en ses articles 17, 20, 21 ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Sur proposition du directeur de l'aviation civile,

A R R E T E :

Article premier — Est autorisée l'inscription de l'aéronef désigné ci-après au registre togolais d'immatriculation :

Aéronef - Type	N° de Série	Propriétaire	Marques Réservées
CESSNA 152	1.806	AERoclUB DU TOGO	5 V — TFB

Art. 2 — Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1982

Koffi Katanga Walla

ARRETE N° 6-MCT-DAC du 15 mars 1982 autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à l'Etat Togolais.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution du 9 janvier 1980, notamment en ses articles 17, 20, et 21 ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Sur proposition du directeur de l'aviation civile,

A R R E T E :

Article premier — Est autorisée l'inscription de l'aéronef désigné ci-après au registre togolais d'immatriculation :

Aéronef — Type	N° de série	Propriétaire	Marques Réservées
Falcon my 10	164	Etat Togolais	5V — TAE

Art. 2 — Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1982

Koffi Katanga Walla

ARRETE N° 7-MCT-DAC du 15 mars 1982 autorisant l'immatriculation au Togo d'un aéronef appartenant à l'aéroclub du Togo.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution du 9 janvier 1980, notamment en ses articles 17, 20, et 21 ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Sur proposition du directeur de l'aviation civile,

A R R E T E :

Article premier — Est autorisée l'inscription de l'aéronef désigné ci-après au registre togolais d'immatriculation :

Aéronef — Type	N° de Série	Propriétaire	Marques réservées
CESSNA 172	2 150	Aeroclub du Togo	5V — TFC

Art. 2 — Le directeur de l'aviation civile est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mars 1982

Koffi Katanga Walla

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 8-MCT-MEF du 17 mars 1982 portant relèvement des droits de navigation au port autonome de Lomé.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

et
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Sur proposition du directeur du port autonome de Lomé ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port autonome de Lomé ;

Vu l'ordonnance n° 4 du 4 avril 1972 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;

Vu le décret n° 68-93 du 8 mai 1968 portant approbation des droits du port autonome de Lomé et les textes subséquents ;

Vu l'avis du Conseil d'administration du port autonome de Lomé en sa session ordinaire du 25 février 1982,

ARRETE :

DROITS DE NAVIGATION

Article premier — Droits de séjour

L'article 1er de l'arrêté n° 76-2-MPCIT-MFE est remplacé par :

Les droits de séjour par tonne de jauge nette et par jour de calendrier sont fixés comme suit :

Droits de séjour en rade	2,5 F CFA
Droits de séjour à quai	7 F CFA
Minimum de perception	7.000 F CFA

Art. 2 — Droits sur les passagers

L'article 10 du décret n° 68-93 du 8 mai 1968 est remplacé par :

§ 1 — Pour chaque passager qui part à destination de l'étranger ou arrive de l'étranger, le bateau est tenu de payer les droits suivants :
1re et 2e classe, par personne 1.200 F CFA
3e classe, par personne .. 600 F CFA

§ 2 — Les enfants de moins de 3 ans sont exonérés de ces droits

§ 3 — Pour les paquebots en croisière, les droits sont fixés comme suit :

jusqu'à 300 personnes, par personne .. 750 F CFA
de 301 à 500 personnes, par personne 550 F CFA
au-delà de 500 personnes, par personne 450 F CFA.

Art. 3 — L'article 5 de l'arrêté interministériel n° 6 MTP-MFE du 15 mars 1974 est modifié comme suit :

§ 1 — Droits d'ancrage

Navires jusqu'à 1.000 TJN	4.875 F CFA
de 1.001 à 2.000 »	5.700 F CFA
de 2.001 à 3.000 »	6.500 F CFA
de 3.001 à 4.000 »	8.125 F CFA
de 4.001 à 5.000 »	8.925 F CFA
de 5.001 à 6.000 »	10.550 F CFA
de plus de 6.000 »	11.375 F CFA

§ 2 — Droits de pilotage

Pour une opération d'entrée ou de sortie, par TJN	7 F CFA
Taux minimum	6.000 F CFA
Pour le déplacement à l'intérieur du Port, par TJN	6 F CFA
Taux minimum	5.000 F CFA
Sont perçus pour un retard ou un temps d'attente par heure de jour ouvrable	2.700 F CFA
par heure de nuit, de dimanche, de jour férié	5.400 F CFA

§ 3 — Droits de remorquage

Pour tous les mouvements d'entrée ou de sortie, il sera perçu par bateau :

Navires jusqu'à 500 TJB	9.750 F CFA
de 501 à 1.000 »	13.800 F CFA
de 1.001 à 1.500 »	17.875 F CFA
de 1.501 à 2.000 »	21.925 F CFA
de 2.001 à 3.000 »	30.000 F CFA
de 3.001 à 4.000 »	35.000 F CFA
de 4.001 à 5.000 »	39.500 F CFA
de 5.001 à 6.000 »	44.000 F CFA
de 6.001 à 7.000 »	48.600 F CFA
de 7.001 à 8.000 »	53.000 F CFA

Pour les bateaux de plus de 8.000 TJB, la perception de 53.000 F CFA sera graduellement augmentée d'un supplément de 4.500 F CFA pour chaque millier de tonnes indivisibles de jauge brute en sus.

Supplément

1. Une augmentation de 25 % sera perçue :

- a) Pour toutes les manœuvres de nuit
- b) Pour toutes les manœuvres de dimanche, de jour férié, des nuits de dimanche et jour férié.

Lorsqu'une manœuvre ou une partie d'une manœuvre est effectuée entre 18 h 00 et 6 h 00, tout le mouvement sera compté comme manœuvre de nuit.

2. Temps d'attente du remorqueur

En cas d'annulation d'une manœuvre, il sera perçu par remorqueur :

Pour un bateau jaugeant jusqu'à 500 TRB	10.000 F CFA
Pour un bateau jaugeant plus de 500 TRB	15.000 F CFA

3. Veilles de sécurité

Par heure indivisible de jour	7.500 F CFA
Par heure indivisible de nuit	10.000 F CFA

La nuit comptant de 18 h 00 à 6 h 00
temps minimum

4 heures

4. Pour toutes les manœuvres de touage au quai, il ne sera perçu que 50 % des droits de remorquage.

5. Les droits pour des prestations exceptionnelles,

par exemple :

- lutte contre l'incendie
- location des pompes
- assistance en cas d'avarie

seront fixés selon le cas par le Directeur du Port.

§ 4 — Droits d'amarrage

Les droits perçus à l'entrée ou à la sortie sont :

- pour un tonnage inférieur ou égal à 5.000 TJN
- 5.200 F CFA
- pour un tonnage supérieur à 5.000 TJN
- 6.500 F CFA

Art. 4 — Droits de phares et balises

L'article 2 de l'arrêté interministériel n° 76-2 du 2-1-76 est modifié comme suit :

Pour tout bateau mouillé à l'intérieur du port, on percevra des droits de phares et balises.

Les droits de phares et balises, par tonne de jauge nette (TJN) sont de 7 F CFA

Art. 5 — Travail supplémentaire

L'article 6 de l'arrêté interministériel n° 76-2-MPCIT-MFE du 2-1-76 est modifié comme suit :

Dans la mesure où, selon les prescriptions du présent tarif, les frais supplémentaires ne seraient pas incorporés dans les taux de tonnage pour tout travail en dehors des heures normales de travail, il sera perçu.

Par équipe avec chariot élévateur à fourches ou grue mobile, par heure indivisible 4.000 F CFA

Art. 6 — Droits accessoires

Les § 1 et 2 de l'article 15 du décret n° 68-93 du 8-1-1968, l'article 2 du décret n° 69-133 du 23-6-69 et l'article 2 de l'arrêté n° 036 du 27-11-73 sont remplacés par :

1. Pour la mise à disposition des aussières en nylon ou autres produits synthétiques, il sera perçu :

- Aussière en nylon, par jour indivisible et par aussière 1.000 F CFA
- Aussière de remorqueur, par jour indivisible et par aussière :
 - de 1.000 à 3.000 TJB 2.000 F CFA
 - de 3.001 à 6.000 TJB 4.000 F CFA
 - plus de 6.000 TJB 6.000 F CFA

2. Taxe de consommation d'eau

a) Le ravitaillement en eau potable par le Port sera facturé :

- pour un ravitaillement par bouche à quai, par tonne 200 F CFA
- pour un ravitaillement par embarcation, par tonne 400 F CFA
- minimum de perception 2.000 F CFA

b) Les supplémentaires suivants seront perçus pour toute livraison effectuée en dehors des heures normales de travail :

- la nuit (de 18 h 00 à 6 h 00) 50 %
- le dimanche et les jours fériés 50 %
- les nuits de dimanche et des jours fériés 100 %

Art. 7 — Location d'équipement et de matériel

L'article 31 du décret n° 68-93 du 8-5-1968 et l'article 7 du décret n° 69-133 du 23-6-69 sont remplacés par :

1. La location d'équipement du port de Lomé est à convenir auparavant avec le service intéressé.
2. Seront perçues au titre de location, par heure indivisible :

- une grue mobile de plus de 45 tonnes 35.000 F CFA
- une grue mobile de 45 tonnes 20.000 F CFA
- une grue mobile de 25 tonnes 8.000 F CFA

- une grue mobile de 20 tonnes 8.000 F CFA
- une grue mobile de 10 tonnes .. 4.000 F CFA
- un chariot élévateur à fourches de 2 à 5 tonnes 3.500 F CFA
- une chaloupe de 55 PS 4.000 F CFA
- une chaloupe 155 PS 6.000 F CFA
- une plate-forme 2.000 F CFA
- un tracteur de 100 CV 3.000 F CFA
- une remorque de 15 tonnes 2.000 F CFA
- un pousse-wagon 2.000 F CFA
- un diable 200 F CFA
- une benne 200 F CFA
- un traîneau 200 F CFA
- élingues, filets, palettes, par tonne 200 F CFA.

Art. 8 — Le directeur du port autonome de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1er avril 1982 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 mars 1982

Le ministre de l'économie

et des finances,

Tété Têvi Benissan

Le ministre du commerce

et des transports,

Koffi Katanga Walla

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 9-MCT-MEF du 17 mars 1982 fixant les périodes de jour et de nuit au port autonome de Lomé.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS.

et
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Sur proposition du directeur du port autonome de Lomé ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port autonome de Lomé ;
Vu l'ordonnance n° 4 du 4 avril 1972 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;
Vu le décret n° 68-93 du 8 mai 1968 portant approbation des droits du port autonome de Lomé et les textes subséquents ;
Vu l'avis du Conseil d'administration du port autonome de Lomé en sa session ordinaire du 25 février 1982,

A R R E T E N T :

Article premier — Pour toutes opérations portuaires, les périodes de jour et de nuit sont déterminées comme suit :

le jour : de 6 h 00 à 18 h 00

la nuit : de 18 h 00 à 6 h 00.

Art. 2 — Le directeur du port autonome de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1er avril 1982 et qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 mars 1982

Le ministre de l'économie

et des finances,

Tété Têvi Benissan

Le ministre du commerce

et des transports,

Koffi Katanga Walla

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 10-MCTMEF du 17 mars 1982 portant modification du mode de calcul et relèvement des droits de la mise à disposition du personnel du port autonome de Lomé.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

et
LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Sur proposition du directeur du port autonome de Lomé ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du port autonome de Lomé.

Vu l'ordonnance n° 4 du 4 avril 1972 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;

Vu le décret n° 68-93 du 8 mai 1968 portant approbation des droits du port autonome de Lomé et les textes subséquents ;

Vu l'avis du Conseil d'administration du port autonome de Lomé en sa session ordinaire du 25 février 1982,

ARRETE :

Article premier — L'article 4, paragraphe 7 de l'arrêté interministériel n° 76-2-MPCIT-MFE du 2 janvier 1976 relatif à la redevance pour la mise à disposition de personnel est modifié comme suit :

PERSONNEL	Heure normale (Lundi à Samedi) par heure	Heure supplémen- taire (Dimanche et jours fériés)
Chef d'équipe	760	1.025
Pointeur	450	620
Treuiliste	450	620
Docker	380	520
Gardien	170	230

Art. 2 — Le directeur du port autonome de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 1er avril 1982 et qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 17 mars 1982

Le ministre de l'économie et des finances, Le ministre du commerce et des transports,

Tété Tèvi Benissan Koffi Katanga Walla

**MINISTRE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Promotions

Arrêté n° 200-MTFP du 18-2-82 — M. Honyiglo Koffi Soku, n° mle 006996-E, ingénieur de 1re classe 3e échelon (cat. A1) du cadre des fonctionnaires des mines et de la géologie, est promu au grade d'ingénieur de classe exceptionnelle à compter du 10 juin 1981.

Arrêté n° 208-MTFP du 22-2-82 — M. Malou Badaba Yaya, n° mle 009325-P, commissaire divisionnaire 3 échelon (cat. A2) du cadre des fonctionnaires de la police, est promu au grade de commissaire divisionnaire de classe exceptionnelle, (indice 2100) à compter du 3 mars 1982.

Arrêté n° 209-MTFP du 22-2-82 — Les fonctionnaires ci-après désignés, du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, sont promus au grade supérieur de leur corps à compter des dates suivantes :

AGRICULTURE

CORPS DES INGENIEURS (catégorie A1)

Au 1er échelon du grade d'ingénieur principal

9-3-82 — Nenonene Komi Denyo, ingénieur de 1re cl. 3e échelon

CORPS DES INGENIEURS-ADJOINTS (CAT. B)

Au grade d'ingénieur-adjoint de classe exceptionnelle

1-7-81 — Bello Amissou, ingénieur-adjt. de 1re classe 3e échelon

Au 1er échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 2e classe

1-1-78 — Abalodo Bagbabia, ing.-adjt de 3e cl. 4e éch.

M. Abalodo Bagbabia, ingénieur-adjoint de 2e classe 1er échelon, est élevé aux échelons supérieurs de son grade aux dates suivantes :

1-1-80 — Ingénieur-adjoint de 2e classe 2e échelon

1-1-82 — Ingénieur-adjoint de 2e classe 3e échelon.

Arrêté n° 211-MTFP du 23-2-82 — M. Kinvi Kouévi, n° mle 105281-T, attaché d'administration de 1re classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration général, est promu au grade d'attaché d'administration principal 1er échelon à compter du 1er janvier 1982.

Arrêté n° 234-MTFP du 1/3/82 — M. Samari Atcha, n° mle 010765-P, inspecteur de 1re classe 3e échelon, du cadre des fonctionnaires du trésor, est promu au 1er échelon du grade d'inspecteur principal (cat. A2) à compter du 1er janvier 1982.

Admissions

Arrêté n° 199-MTFP du 18/2/82 — M. Agboka Kodjo Yotsè, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité

d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'enseignement des premier et deuxième degrés (chapitre 24, article 11 du budget général, exercice 1981).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 202/MTFP du 18/2/82 — Est rapportée en ce qui concerne M. Kablekpé Faroumi, n° mle 033942-G, l'arrêté n° 1058/MTFP du 21 novembre 1979 portant nomination.

M. Kablekpé Faroumi, n° mle 033942-G, employé de bureau permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 26 septembre 1979 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

M. Kablekpé Faroumi, n° mle 033942-G, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 26 septembre 1981.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de sa solde à compter du 2 décembre 1980.

Arrêté n° 203/MTFP du 18-2-82 — Est rapporté en ce qui concerne M. Patassam Koffi Afaïtom, n° mle 033945-B, l'arrêté n° 1058/MTFP du 21 novembre 1979 portant nomination.

M. Patassam, n° mle 033945-B, employé de bureau permanent de 5e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er octobre 1979 et reste mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

M. Patassam Koffi Afaïtom, n° mle 033945-B, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 1er octobre 1981.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 2 décembre 1980.

Arrêté n° 210/MTFP du 22/2/82 — M. Djogbessi Messan, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré et du diplôme d'ingénieur des

télécommunications de l'institut électrotechnique des télécommunications M. A. Bontch-Brouyévitich de Léninegrad (faculté de radiocommunication et radiodiffusion) URSS est admis dans le cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité d'ingénieur 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 28, article 5 du budget général, exercice 1981).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 212/MTFP du 23/2/82 — MM. Digoh Kossi Afangbédji Aféléte, n° mle 102575-Z et Anago K. Koudjodjinawoo Mawuko, n° mle 028469-X, topographes permanents respectivement de 6e catégorie échelle C et de 5e catégorie échelle A, titulaires du BEPC, du certificat de fin d'apprentissage de topographie et du diplôme d'agent technique géomètre du centre régional de formation pour entretien routier, session de juin 1981 sont nommés dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agents de maîtrise adjoints 1er échelon (catégorie C — indice 550) spécialité : aide-géomètres, à compter du 1er juillet 1981. Les intéressés restent mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural dans les conditions suivantes :

Digoh K. A. Aféléte : chapitre 36, article 11 du budget général

Anago K. K. Mawuko : chapitre 36, article 11 du budget général.

M. Digoh dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 233/MTFP du 1/3/82 — M. Issifou Amadou, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, du diplôme d'ingénieur agronome de l'institut national agronomique de Tunis, et du diplôme d'agronomie approfondie de l'école nationale supérieure agronomique de Rennes (France), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts, et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur agronome de 2e classe 2e échelon stagiaire (cat. A1 — indice 1450), et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 14, exercice 1981 du budget général).

Le présent arrêté, prend effet à compter du 10 novembre 1981.

Arrêté n° 240/MTFP du 1/3/82 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 7 du budget général).

**Ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3e classe
1er échelon (catégorie B — indice 750)**

Yiborcooh Komlan Aziadzo,
Songuine Bontché,
Tsogbe Adjoavi Dzigbodi, née Agbokpè
Midjresso Amouzou Kokou,
diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové

**Adjoints-techniques d'agriculture de 2e classe
1er échelon (catégorie C — indice 550)**

Avuwoda Komassi Kokou,
Ameganvi Foli Adi,
Abora M'bohatéba Tébakouni,
Agbofin Comvi,
N'Kounou Kadévi,
certificat d'aptitude professionnelle agricole de Tové.
Le présent arrêté prend effet à compter du 15 septembre 1981.

Arrêté n° 243/MTFP du 1/3/82 — M. Hodin Kossi, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, du diplôme universitaire d'études scientifiques de l'Université du Bénin et du diplôme d'ingénieur de l'équipement rural option : génie rural de l'école inter-Etats d'ingénieur de l'équipement rural de Ouagadougou (République de Haute-Volta), est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, des mines, de l'énergie et des ressources hydrauliques (chapitre 38, article 5 du budget général, exercice 1981).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Intégrations

Arrêté n° 213/MTFP du 23/2/82 — M. Satchivi Kuévi Mawulekumi, n° mle 010865-T, inspecteur de 2e classe 3e échelon (catégorie A2 — indice 1300) du cadre des fonctionnaires du trésor, titulaire du diplôme de maîtrise en droit, option : carrières administratives de l'université du Bénin, session de juin 1981, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur central de 3e classe 1er échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1er juillet 1981 et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 13 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 14 août 1980, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son corps de provenance.

Arrêté n° 214/MTFP du 23-2-82 — Sont rapportés les arrêtés n° 448/MFP du 19 décembre 1967 et 888/MFP du 4 décembre 1974 portant intégration en ce qui concerne M. Djiwonou Nemi K. (Lucien).

M. Djiwonou Kossi Nemi, n° mle 005079-H, agent d'administration de 2e classe 3e échelon (indice 110 Niger = 275 ex AOF = 424 Togo), rayé des contrôles des effectifs des fonctionnaires de la République du Niger, est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C indice 550) à compter du 1er novembre 1967 en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Djiwonou Kossi Nemi est régularisée comme suit :

- 1-11-1967 — adjoint administratif de 2e classe 1er échelon
- 1-11-1969 — adjoint administratif de 2e classe 2e échelon
- 1-11-1971 — adjoint administratif de 2e classe 3e échelon
- 1-11-1973 — adjoint administratif de 2e classe 4e échelon
- 1-11-1975 — adjoint administratif de 1re classe 1er échelon
- 1-11-1977 — adjoint administratif de 1re classe 2e échelon
- 1-11-1979 — adjoint administratif de 1re classe 3e échelon
- 1-11-1981 — adjoint administratif principal 1er échelon (catégorie C — indice 900).

L'intéressé reste mis à la disposition du ministre de la santé publique (budget autonome du CHU).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 26 mars 1980.

Arrêté n° 215/MTFP du 23-2-82 — Sont rapportés les arrêtés n° 131/MFP du 10 avril 1962 et 888/MFP du 4 décembre 1974 portant intégration en ce qui concerne M. Duevi Koffi Th. Alexis, n° mle 005543 Z.

M. Duevi Koffi Dolayi, n° mle 005543-Z, agent des services financiers de 1re classe 2e échelon (indice 150 Haute-Volta = 340 ex AOF = 545 Togo), rayé des contrôles des effectifs des fonctionnaires de la République de Haute-Volta et mis à la disposition de la République du Togo, est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à comp-

ter du 10 avril 1962 en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969 (AC. 9 mois 9 jours).

L'intéressé est mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 19 du budget général).

La situation administrative de M. Duevi Koffi Dolayi est régularisée comme suit :

Haute-Volta

1-7-1961 — agent des services financiers de 1re classe 2e échelon indice 150 = 340 ancien AOF 545

10-4-62 — adjoint administratif de 2e classe 1er échelon indice 550 AC : 9m 9 jrs :

1-7-63 — adjoint administratif de 2e classe 2e échelon

1-7-65 — adjoint administratif de 2e classe 3e échelon

1-7-69 — adjoint administratif de 2e classe 4e échelon

1-7-71 — adjoint administratif de 1re classe 1er échelon

1-7-71 — adjoint administratif de 1re cl. 2e éch.

1-7-73 — adjoint administratif de 1re cl. 3e éch.

1-7-75 — adjoint administratif principal 1er échelon

1-7-77 — adjoint administratif principal 2e échelon

1-7-79 — adjoint administratif principal 3e échelon

1-7-81 — adjoint administratif principal de classe exceptionnelle (catégorie C-indice 1050).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 9 juillet 1980.

Arrêté n° 216/MTFP du 23-2-82 — Est rapporté en ce qui concerne M. Koudaya (Tobias) l'arrêté n° 62/MFP du 20 février 1964 portant intégration.

M. Koudayah-Sokeku Yoamey Tonyidagbé, n° mle 031026-C, dactylographe de 2e classe 4e échelon (indice 120 Côte d'Ivoire = 295 ex AOF = 467 Togo), rayé des contrôles des effectifs des fonctionnaires de la République de la Côte d'Ivoire, est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 16 mars 1962 en application des dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969.

La situation administrative de M. Koudayah-Sokeku Yoamey Tonyidagbé est reprise comme suit :

16-3-62 — adjoint administratif de 2e classe 1er échelon

16-3-64 — adjoint administratif de 2e classe 2e échelon

16-3-66 — adjoint administratif de 2e classe 3e échelon

16-3-68 — adjoint administratif de 2e cl. 4e éch.

16-3-70 — adjoint administratif de 1re cl. 1er éch.

16-3-72 — adjoint administratif de 1re classe 2e échelon

16-3-74 — adjoint administratif de 1re classe 3e échelon

16-3-76 — adjoint administratif principal 1er échelon

16-3-78 — adjoint administratif de 1re classe 2e échelon

16-3-80 — adjoint administratif principal 3e échelon.

L'intéressé est mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget annexe des CFT).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 1er août 1980.

Arrêté n° 217/MTFP du 23-2-82 — Est rapporté l'arrêté n° 611/MFP du 17 août 1973 accordant bonification d'échelon.

M. Kpodar Amouzou-Lo, chef débarcadère principal 1er échelon (catégorie C — indice 900) du cadre des fonctionnaires des chemins de fer et wharf du Togo qui a suivi avec succès un stage de perfectionnement professionnel d'une durée de deux ans en République fédérale d'Allemagne, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'adjoint technique de 2e classe 3e échelon (catégorie B — indice 950) à compter du 1er juillet 1973 et conserve son affectation actuelle (budget autonome du port de Lomé).

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1-7-73 — adjoint technique de 2e classe 3e échelon

1-7-75 — adjoint technique de 2e classe 4e échelon

1-7-77 — adjoint technique de 1re classe 1er échelon

1-7-79 — adjoint technique de 1re classe 2e échelon

1-7-81 — adjoint technique de 1re classe 3e échelon (indice 1350).

Arrêté n° 231/MTFP du 1-3-82 — M. Abdou-Salami Safianou n° mle 023662-Q adjoint administratif de 2e classe 3e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du certificat de fin d'études — cycle promotion des secrétaires de l'institut supérieur de secrétariat de Mulhouse (France) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1er novembre 1981 date de son retour de stage et reste mis à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième et du quatrième degré et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 4 du budget général).

Arrêté n° 232/MTFP du 1-3-82 — M. Balana Wakesso N° Mle 013958-Y, adjoint administratif de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du certificat de fin d'études — cycle : promotion des secrétaires de l'institut supérieur de secrétariat de Mulhouse (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 8 novembre 1981, date de son retour de stage et reste mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (chapitre 8, article 2 du budget général).

Titularisations

Arrêté n° 184/MTFP du 15-2-82 — M. Aziamble Kougbandji Ayao Eklou, n° mle 108925-P, ingénieur des travaux agricoles de 2e classe 2e échelon stagiaire (Cat. A2) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 24 juillet 1981 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 201/MTFP du 18-2-8 — Les instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP — examen) session des 11 et 12 octobre 1979, sont titularisés dans leur emploi à compter du 1er janvier 1980 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Gaba Adoudévi Holey, née Akouéte-Akué
Somali Kossi Gavonamé Domegbé
Bawila Kokou
Tegbie Komlan Kiza Pédéhiara
Améoha Koffi Nazoba-Oboué
Akouété-Dada Komlan Kpadénou
Sossou Mawuéné
Litaaba Totoma Ngué
Tete Yao Edo
Amuzu Kokou Agbéviadé
Akué-Ka Adovi Akpata
Akakpo Tété Méléadomenawo,
Komlavi Komi Aménidé
Kassegne Dotché Nokplim
Kalipe Koffigan Novignon Sédina
Affo Koffi
Ayibiagou Komi Wélessou
Adessou Kodzo Mawunya
Agbe Aratéime Abessanalim.

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade (indice 600) à compter du 1er janvier 1981 (AC. néant).

Arrêté n° 204/MTFP du 18-2-82 — Mlle Gadebekou Edoh Ayaovi, n° mle 103963-M, adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (cat. C) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi à compter du 17 juillet 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressée est élevée au 3e échelon de son grade à compter du 17 juillet 1980 (AC épuisée).

Arrêté n° 218/MTFP du 23-2-82 — Les fonctionnaires ci-après désignés du cadre du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

EAUX ET FORETS

Corps des ingénieurs-adjoints (cat. B)

16-8-77 — Ameko Komi Omaboè
21-8-79 — Agrien-Djobo Essowavana,
Ingénieurs-adjoints de 3e classe 1er échelon

Corps des adjoints techniques (cat. C)

21-8-79 — Kolani Nibsouble
Adjoint technique de 2e classe 1er échelon

ELEVAGE

Corps des adjoints techniques (cat. C)

25-8-79 — Body Agossi
Adjoint technique de 2e classe 1er échelon.
Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade à compter des dates suivantes:

EAUX et FORETS

Corps des ingénieurs-adjoints (cat. B)

AMEKO Komi Omaboè

16-8-78 — ingénieur-adjoint de 3e classe 2e échelon (AC : épuisée)
16-8-80 — ingénieur-adjoint de 3e classe 3e échelon
Au 2e échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3e classe (AC épuisée)
21-8-80 — AGRIEN-DJOBO Essowavana, ingénieur-adjoint de 3e classe 1er échelon

Corps des adjoints techniques (cat. C)

Au 2e échelon du grade d'adjoint technique de 2e classe (AC épuisée)
21-8-80 — KOLANI Nibsouble, adjt tech. de 2e cl. 1er éch.

ELEVAGE

Corps des adjoints techniques (cat. C)

Au 2^e échelon du grade d'adjt technique de 2^e classe (AC épuisée)

25-8-80 — BODY Agossi, adjt technique de 2^e classe 1^{er} échelon.

Arrêté n° 219/MTFP du 23-2-82 — M. Alidjinou Yao Hoindo, n° mle 018282-C, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 1^{er} août 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

1.8.79 — Agent technique de 2^e classe 2^e échelon (AC épuisée)

1-8-81 — Agent technique de 2^e classe 3^e échelon.

Arrêté n° 220/MTFP du 23-2-82 — M. Issa Dermani, n° mle 032500-N, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 23 novembre 1979 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon (indice 850) de son grade à compter du 23 novembre 1980 (AC épuisée).

Arrêté n° 228/MTFP du 24-2-82 — Les maîtres d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-dessous désignés, du cadre du personnel de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

11.9.79 — Gake Koffi Towou

11-9-79 — Gnani Tchapo.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade à compter du 11 septembre 1980 (AC néant).

Détachement

Arrêté n° 237/MTFP du 1-3-82 — MM. Kanyi Têh et Gbedey Goudjo, ingénieurs des travaux agricoles de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à la planification régionale sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de la société togolaise d'études de développement (SOTED).

Durant la période du détachement les émoluments de Messieurs Kanyi et Gbedey ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo, seront à la charge de la (SOTED).

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} avril 1982.

Fin d'une position hors cadre

Arrêté n° 223/MTFP du 23-2-82 — Il est mis fin aux fonctions de M. Wilson Akouété (Seth) professeur de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement placé dans la position hors cadre suivant arrêté n° 253/MFP du 29 juin 1970 auprès du secrétariat général du conseil africain et malgache pour l'enseignement (CAMES) à Ouagadougou en Haute-Volta.

M. Wilson Akouété (Seth) professeur de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement est remis à la disposition du ministre de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 13, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 10 février 1982.

Révocations

Arrêté n° 183/MTFP du 15-2-82 — M. Adama Mensah, gardien de la paix 3^e échelon n° mle 016506-G, du cadre des fonctionnaires de la police est révoqué de ses fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 246/MTFP du 8-3-82 — M. Bedeman Songaï, gardien de la paix 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de la police est révoqué de ses fonctions pour faute grave commise dans l'exercice de ses fonctions (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté qui a effet pour compter du 1^{er} mars 1982.

Démission

Arrêté n° 236/MTFP du 1-3-82 — Est accepté à compter du 25 janvier 1982, la démission de son emploi offerte par Mme Ahiatsi Djatugbé adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la planification régionale de l'éducation à Kpalimé (Kloto).

Rappel à l'activité

Arrêté n° 242/MTFP du 1-3-82 — Mlle Bao Kénma, secrétaire d'administration de 2e classe 2e échelon en service au trésor, radiée du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale suivant arrêté n° 754/MTFP du 24 juillet 1978 est rappelée à l'activité pour compter du 1er mars 1982.

Reprise de service

Arrêté n° 182/MTFP du 15-2-82 — Est constatée à compter du 9 octobre 1981, la reprise de service de M. Ketekre Dogbé Kossi, instituteur-adjoint de 3e classe 3e échelon, n° mle 012586-L, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement qui a été suspendu de ses fonctions par arrêté n° 1135/MTFP du 11 décembre 1979.

Licenciements

Arrêté n° 225/MTFP du 23-2-82 — M. Houngues Komlan, n° mle 014156-W, professeur de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au Lycée du 2 février à Lomé, est licencié de ses fonctions à compter du 20 octobre 1981 pour abandon de poste.

Arrêté n° 226/MTFP du 23-2-82 — M. Doh Komla Agbessi, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire du 30 août à Kpalimé est licencié de son emploi à compter du 9 octobre 1981 pour abandon de poste.

Arrêté n° 227/MTFP du 23-2-82 — M. Djamdja Hyaryphuwa, professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au C.E.G. de Lotogou (préfecture de Tône) est licencié de ses fonctions à compter du 12 octobre 1981 pour faute grave (chapitre 24, article 11 du budget général).

Retraite

Arrêté n° 185/MTFP du 15-2-82 — M. Sassou Messan n° mle 010850-U, agent d'exploitation principal de CE. du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à la caisse d'épargne du Togo à Lomé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er mars 1982 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 17/2/82 à l'arrêté n° 1255/MTFP du 31 août 1981 portant licenciement.

Au lieu de :

Est rapporté en ce qui concerne M. Ayetche K. Ekoué, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire l'arrêté n° 846/MTFP du 25 juin 1981 portant licenciement.

Lire :

Est rapporté en ce qui concerne M. Ayetche Komlan Ekoudé, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire l'arrêté n° 846/MTFP du 25 juin 1981 portant licenciement.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 1er-3-82 à l'arrêté n° 1633-MTFP du 25 novembre 1981 mettant fin à un détachement.

Au lieu de :

Il est mis fin au détachement auprès du projet de développement de la région maritime (PRODER-MA) de M. Nyansa Tchessy Blezza, inspecteur du trésor de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'économie et des finances.

Lire :

Il est mis fin au détachement auprès du projet de développement de la région maritime (PRODER-MA) de M. Nyansa T. Atany Blèzza, inspecteur du trésor de 1re classe 2e échelon du cadre des fonctionnaires de l'économie et des finances.

Le reste sans changement.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS DES MINES, DE L'ENERGIE ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES

Nomination

Décision n° 45/MTPMERH/DCNC du 2-3-82 — M. Grant Komlan, adjoint administratif de 2e classe 3e échelon, en service à la direction de la cartographie nationale et du cadastre, est nommé billeteur pour le paiement des soldes, salaires et indemnités du personnel de ladite direction.

M. Grant Komlan aura droit aux indemnités prévues par l'arrêté n° 165/MFE du 7 mai 1968.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
DES PREMIER ET DEUXIEME DEGRES**

Nominations

Décision n° 3/MEPDD du 12/3/82 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Salako A. Kuaku PCEG (Fr — HG) l'arrêté n° 67/MEPDD du 23 décembre 1981 portant nomination de directeurs adjoints des collèges d'enseignement général ;

M. Salako A. Kuaku, professeur de CEG (Fr — HG) précédemment en service au CEG de Tokoin-Est est nommé directeur du collège d'enseignement général d'Akodessewa à Lomé en remplacement de M. Creppy Ayité Eko muté.

M. Lawson Godométo Latévi, professeur de CEG (Fr — HG) en service au CEG de Sanguéra est nommé directeur dudit établissement en remplacement de M. Kakou D. Keffei Kasshou mis à la disposition du ministère de l'enseignement des troisième et quatrième degrés et de la recherche scientifique.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 4/MEPDD du 12/3/82 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Creppy Ayité Eko, professeur de CEG (Fr — HG) l'arrêté n° 43/MEPDD du 20 août 1981 portant nomination de directeurs de collège d'enseignement général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

**MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME
ADMINISTRATIVE**

Autorisations de virement

Décision n° 37/MPRA/DGPD/DFCEP du 16-3-82 — Est autorisé le virement en faveur des «projets éducation» à leur compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo sous le n° 902-461-2, de la somme de : quarante sept millions huit cent trente sept mille quatre cents (47.837.400) francs CFA représentant la participation togolaise auxdits projets.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1981, titre V, chapitre 2, article 3, paragraphe 1, rubrique D (CF n° 323/81 du 2 décembre 1981) AS.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Nomination

Décision n° 38/MPRA/CENETI du 16-3-82 — M. Yakpa Essoham, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon, en service au CENETI est nommé régisseur auprès du centre national d'études et de traitements informatiques.

L'intéressé, aura droit aux indemnités prévues par les textes en vigueur.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

DIVERS

**MINISTERE DES FINANCES
ET DE L'ECONOMIE**

**Concession de pensions de retraite
de veuve et d'orphelin**

Arrêté n° 90/MFE/CR du 5/3/82 — Une pension militaire proportionnel (pourcentage 41%) au montant annuel de cent vingt trois mille sept cent quatre vingt douze (123.792) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Telaré Atèfeibou, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 0219 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 15 février 1981.

M. Telaré Atèfeibou pourra prétendre, pour compter du 15 février 1981, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Essomanam, née le 17 août 1972
Bodomdewa, né le 16 janvier 1974
Essohouna, né le 12 septembre 1974.

Arrêté n° 97/MFE/CR du 9/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de quatre cent soixante mille soixante seize (460.076) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adigbli Kodjo (Mathieu) infirmier d'Etat principal de 3e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adigbli Kodjo (Mathieu) pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Afi, née le 2 janvier 1949
 Abravi, née le 20 avril 1954
 Esime, née le 13 février 1955
 Kosiwa, née le 10 juin 1956
 Kosi, né le 24 août 1958
 Akofa, née le 20 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quinze mille vingt (115.020) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Adigbli Kodjo (Mathieu) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 18e rang) ci-après désignés :

Yawo, né le 11 janvier 1962
 Dovi, né le 20 février 1962
 Biava, né le 21 juillet 1964
 Akuvi, née le 26 août 1964
 Koku, né le 10 février 1965
 Adzo, née le 5 juin 1967
 Kosi, né le 19 novembre 1967
 Mama, né le 23 juillet 1970
 Kosivi, né le 1er octobre 1972
 Agbenya, né le 30 août 1973
 Koffi, né le 27 décembre 1974
 Kodzovi, né le 7 mai 1979.

Arrêté n° 97 (bis)/MFE/CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de huit cent quarante deux mille huit cent soixante seize (842.876) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sessou Kpadénou, adjoint-technique en chef de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles (indice 1.750) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sessou Kpadénou pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Akouéba, née le 29 janvier 1950
 Ablawa, née le 1er mai 1952
 Afangnihoun, né le 2 juillet 1953
 Afiavi, née le 16 juillet 1954
 Messan, né le 3 janvier 1956
 Akpédjé, née le 17 février 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent dix mille sept cent vingt (210.720) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Sessou Kpadénou pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 11e au 22e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 31 janvier 1962
 Kayi, née le 4 avril 1962
 Comlan, né le 29 décembre 1964
 Codjo, né en 1966
 Afi, née le 8 juillet 1966
 Akpé, née le 28 janvier 1969
 Biova, née le 18 août 1974
 Kodjovi, né le 25 avril 1977
 Kelly, né le 17 octobre 1978
 Adjovi, née le 30 avril 1979
 Afiavi, née le 4 juillet 1980
 Koffi, né le 12 septembre 1980.

Arrêté n° 98-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt dix mille six cent vingt huit (490.628) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tsatsu Eméko Koffi, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tsatsu Eméko Koffi pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1° au 6° rang) ci-après désignés :

Ablavi, née le 18 mai 1954
 Afiavi, née le 26 octobre 1956
 Kossi, né le 21 septembre 1958
 Abl, née le 25 août 1959
 Kodjo, né le 24 avril 1961
 Komi, né le 28 août 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt deux mille six cent soixante (122.660) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Tsatsu Eméko Koffi pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7° au 11° rang) ci-après désignés :

Comla, né le 29 novembre 1962
 Dzimedzo, né le 2 août 1968
 Kodzo, né en 1968
 Enyonam, née le 28 septembre 1973
 Dodzi, né le 5 janvier 1976.

Arrêté n° 99-MFE-CR du 10/3/82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignés :

Mmes Amekpo Denké Ewopéokpo (née N'Tsugan)
 Amekpo Denké Ablavitukui (née N'Gonu)
 Amekpo Denké Avlessi (née Folly)
 Amekpo Denké Hometowou (née Hanyabui).

épouses de M. Amekpo Denké, contremaître de 1^{ère} classe, 2^e échelon des C.F.T. (indice : 800, pourcentage 69%) en retraite décédé le 13 mars 1980; une pension de veuve au taux annuel de quarante neuf mille six cent quatre (49.604) francs pour compter du 15 décembre 1980.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à :

Mme veuve Amekpo Ewopéokpo (née N'Tsugan) une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Komlavi, né en 1930
Novignon, né le 15 février 1936
Akuavi, née le 26 juin 1939
Akakpo, né le 15 août 1948
Messan, né le 11 mai 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille neuf cent vingt (9.920) francs pour compter du 15 décembre 1980.

Mme veuve Amekpo Avlessi, (née Folly) une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Gnedéopé, né le 8 juillet 1938
Afiwa, née le 10 février 1944
Afangbedji, né le 29 octobre 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quatre mille neuf cent soixante (4.960) francs pour compter du 15 décembre 1980.

Mme veuve Ameko Hometowou, (née Hanyabui) une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Dessi, née le 18 novembre 1936
Soégnameto, née le 30 janvier 1940
Massan, née le 18 septembre 1943
Amouzou, né le 11 septembre 1946
Koffi, né le 5 décembre 1952.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille neuf cent vingt (9.920) francs pour compter du 15 décembre 1980.

Mme veuve Amekpo Ablavitukui, (née N'Gonu) une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Ahouéfa, née le 20 mars 1955
Kossi, né le 18 mai 1958
Mensah, né le 4 février 1961
Kossiwa, née le 10 mai 1964
Ameyo, née le 29 avril 1967.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille neuf cent vingt (9.920) francs pour compter du 15 décembre 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente

neuf mille six cent quatre vingt quatre (39.684) francs l'an pour compter du 15 décembre 1980 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Mensah, né le 4 février 1961
Kossiwa, née le 10 mai 1964
Ameyo, née le 29 avril 1967.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Denke Novignon Mawoussi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 100-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ouinson Sossah Hodonou, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ouinson Sossah Hodonou pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignées :

Ahouéfa, née le 12 février 1950
Yéhomé, née le 25 décembre 1951
Aho homi, née le 11 mai 1956
Sékédé, née le 7 août 1959
Moloan, née le 21 juin 1961
Yessito, né le 8 février 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Ouinson Sossah Hodonou, pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9^e au 22^e rang) ci-après désignés :

Yetonlogni, né le 29 janvier 1964
Gbessito, née le 20 août 1965
Ahonazegni, né le 19 octobre 1965
Ménalun, née le 3 mai 1966
Gbénani, née le 20 juin 1967
Sewossou, né le 9 octobre 1967
Vinagni, né le 14 octobre 1968
Kimmi, née le 26 novembre 1973
Kokou, né en 1973
Marius, né le 18 janvier 1974
Kossi, né en 1975
Dekouhoué, née le 12 janvier 1977
Yao, né le 14 juin 1979
Madjowa, né le 21 juin 1979.

Arrêté n° 101-MFE-CR du 10/3/82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Attengue Tchotchovi (née Sanou), épouse de M. Attengue Lokossouvi (Martin), agent de maîtrise de 3e échelon du corps du personnel des T.P. (indice 850, pourcentage 51%) en retraite, décédé le 14 juillet 1981, une pension de veuve au taux annuel de cent cinquante cinq mille huit cent seize (155.816) francs pour compter du 1er août 1981 ;

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente et un mille cent soixante quatre (31.164) francs l'an pour compter du 1er août 1981 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Kossi, né le 6 novembre 1960

Kokou, né le 13 juillet 1966.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Attengue Kossi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 102-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de huit cent trente trois mille huit cent quatre vingt huit (833.888) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Montso Ayélé (née d'Almeida), contrôleur principal, 1er éch. du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1450) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er décembre 1981.

Arrêté n° 103-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de quatre cent quatre vingt dix huit mille cent soixante seize (498.176) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites à M. Abevi Damado (Michel), instituteur, de 2e classe, 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abevi Damado (Michel), pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Akouavi, née le 16 mars 1949

Kodjo, né le 7 août 1950

Amélé, née le 9 décembre 1950

Koffi, né le 7 septembre 1951

Mawuko, née le 27 janvier 1953

Essi, née le 1er mars 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt quatre mille cinq cent quarante quatre (124.544) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Abevi Damado (Michel), pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 22e rang) ci-après désignés :

Messan, né le 12 mars 1960

Anani, né le 17 décembre 1960

Kodjo, né le 17 avril 1961

Afiavi, née le 16 juin 1961

Assion, né le 19 février 1963

Ayaba, née le 12 décembre 1963

Adjoa, née le 20 janvier 1964

Amélé, née le 28 mars 1964

Komlanvi, né le 20 septembre 1966

Kouami, né le 24 décembre 1966

Ayaba, née le 13 juin 1968

Honouvi, né le 3 novembre 1970

Sokewoé, né le 15 janvier 1974

Kouami, né le 22 juin 1974.

Arrêté n° 104-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de deux cent quatre vingt huit mille neuf cent quatre vingt huit (288.988) francs est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Okossou Igoh, brigadier-chef de classe exceptionnelle du corps du personnel des douanes (indice 670) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Okossou Igoh, pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Kuami, né en 1957

Afua, née en 1959

Kwakou, né le 26 juin 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt huit mille neuf cents (28.900) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Okossou Igoh, pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 6e rang) ci-après désignés :

Afuavi, née le 2 août 1963

Ama, née le 15 janvier 1966

Kossi, né le 27 octobre 1968.

Arrêté n° 105-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de huit cent vingt quatre mille cinq cent quarante quatre (824.544) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Montso Koffi, contrôleur principal, 2e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 1550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Montso Koffi, pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 31 mai 1946
 Komlan, né le 11 mars 1950
 Akouavi, née le 23 septembre 1953
 Yaovi, née le 15 décembre 1955
 Afiavy, née le 27 décembre 1957
 Akuavi, née le 6 janvier 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent six mille cent trente six (206.136) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Montso Koffi, pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Ablavi, née le 24 octobre 1964.

Arrêté n° 106-MFE-CR du 10/3/82 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Amouzou Akossiwa, née Togbonou, épouse de M. Amouzou (Barthélémy), préposé principal, 2e éch. des P.T.T. en retraite, décédé le 22 août 1967, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale cinquante deux mille trois cent douze (52.312) francs pour compter du 1er avril 1981 au titre de sa fille Powovi, née le 5 juin 1964.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à sept mille huit cent quarante huit (7.848) francs pour compter du 1er avril 1981.

Arrêté n° 109-MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de sept cent quarante six mille cinq cent quarante huit (746.548) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afatchao V. Teko (Simon), instituteur principal, 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1.550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afatchao V. Teko (Simon) pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Ayélevi, née le 16 septembre 1959
 Méyévi, née le 13 décembre 1961
 Théodora, née le 10 mars 1964
 Ayoko, née le 15 avril 1965.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent onze mille neuf cent quatre vingt quatre (111.984) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Afatchao V. Teko (Simon), pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 16e rang) ci-après désignés :

Kokoé, née le 19 février 1965
 Dovi, née le 26 mai 1967
 Dédé, née le 28 mai 1967
 Adakou, née le 5 novembre 1969
 Kossi, né le 11 juillet 1971
 Améyo, née le 18 mai 1976
 Apéléte, né le 25 juillet 1976
 Kwami, né le 7 mai 1977
 Kossivi, né le 22 janvier 1978
 Délali, née le 3 janvier 1981
 Kangni, né le 2 décembre 1981
 Kankoé, née le 21 décembre 1981.

Arrêté n° 110/MFE-CR du 10/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67%) au montant annuel de sept cent quatre vingt quatorze mille sept cent douze (794.712) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ewovon Yawo Domenyo (Théophile), instituteur principal, 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 1650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ewovon Yawo Domenyo (Théophile) pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Kossiavi, née le 26 décembre 1948
 Koffi, né le 23 décembre 1955
 Kodzo, né le 17 décembre 1956
 Kossi, né le 22 juin 1958
 Amivi, née le 20 juin 1959
 Komlan, né le 5 avril 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt dix huit mille six cent quatre vingt (198.680) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Awovon Yawo Domenyo (Théophile), pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

Adzo, née le 10 septembre 1962
 Komi, né le 19 février 1966
 Mawunyanga, né le 23 juillet 1967
 Kossi, né le 7 avril 1974.

Arrêté n° 112/MFE/CR du 10-3-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson Adjété (Simon), contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wilson Adjété (Simon), pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Adomadokin, né le 25 septembre 1953
 Dosseh, né le 1er novembre 1955
 Akolé, née le 10 octobre 1958
 Adjévi, né le 20 décembre 1958
 Komlan, né le 14 octobre 1961
 Mawuli, née le 14 octobre 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Wilson Adjété (Simon), pourra prétendre pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 8e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 25 décembre 1966
 Abia, né le 21 avril 1981.

Arrêté n° 113/MFE/CR du 12-3-82 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kangni Kokoèvi (née Têko), épouse de M. Kangni Ekué, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.050), pourcentage 64% en retraite décerné le 13 octobre 1980, une pension de veuve au taux annuel de deux cent quarante et un mille cinq cent quarante (241.540) francs pour compter du 1er novembre 1980.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante huit mille trois cent huit (48.308) francs pour compter du 1er novembre 1980 à chacun des orphelins ci-après dénommés :

Foly, né le 23 mai 1960
 Dédé, née le 18 mars 1962
 Kokoè, née le 9 octobre 1964
 Foly III, né le 6 juillet 1966
 Adaku, née le 1er août 1969
 Kangnivi, né le 13 juillet 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Gbossouh Agoè, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 112/MFE/CR du 10-3-82 — Une pension proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de trois cent sept mille trois cent seize (307.316) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afanoukoe M. (Henri), contremaître principal de 2e échelon du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

M. Afanoukoe M. (Henri), pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 13e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 29 janvier 1962
 Akoua, née le 3 juin 1964
 Ayawa, née le 31 juillet 1969
 Ameyovi, née le 24 août 1974
 Ayawo, né le 1er juillet 1976
 Ablam, né le 14 décembre 1976.

Arrêté n° 115/MFE/CR du 16/3/82 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de deux cent cinquante huit mille sept cent quatre vingt seize (258.796) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amouzou-Kodjo Agbénohé Kokou, adjudant, 1er échelon n° mle 0439 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 900), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

M. Amouzou-Kodjo Agbénohé Kokou, pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Yaovi, né le 9 avril 1970
 Komivi, né le 17 mars 1973
 Afiwa, née le 1er novembre 1974
 Messah, né le 28 janvier 1975
 Amavi, née le 4 juin 1977
 Atsou, né le 23 juin 1977
 Edoh, né le 17 mai 1979
 Yawavi, née le 5 mars 1981.

Arrêté n° 116/MFE/CR du 16/3/82 — Une pension proportionnelle (pourcentage 32%) au montant annuel de cent quatre vingt quinze mille cinq cent trente deux (195.532) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Dagba Pèpè, (née Soglo), institutrice adjointe de 2e classe, 3e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo, (indice 850), admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1981.

Arrêté n° 118/MFE/CR du 16/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 63%) au montant annuel de quatre cent soixante quinze mille cinq cent trente deux francs (475.532), est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attissoh Kankoe (Alfred), assistant principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de la météorologie du Togo, (indice 1050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Attissoh Kankoe (Alfred), pour compter du 1er janvier 1982 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang), ci-après désignés :

Dédé, née le 8 août 1945
Dédé, née vers 1949
Foli, né le 13 septembre 1957
Kangni, né le 8 février 1960
Dédé, née le 30 avril 1961
Dédé, née le 3 novembre 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix huit mille huit cent quatre vingt quatre (118.884) francs pour compter du 1er janvier 1982.

M. Attissoh Kankoe (Alfred), pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 9e rang), ci-après désignés :

Kokoè, née le 3 décembre 1963
Kayi, née le 24 septembre 1966
Adama, né le 21 novembre 1968.

Arrêté n° 119/MFE/CR du 17/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de neuf cent dix huit mille trois cent cinquante six (918.356) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Ayivi Amah (Paul), ingénieur adjoint principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'agriculture du Togo, (indice 1.750), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Ayivi Amah (Paul), pour compter du 1er juillet 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang), ci-après désignés :

Ayivi, né le 17 juin 1940
Ayokogan, née le 3 janvier 1946
Ayité, né le 16 janvier 1947
Ayélé, née le 1er juin 1949
Kouakou, né le 8 septembre 1949
Domèto, né le 5 février 1950.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent vingt neuf mille cinq cent quatre vingt douze (229.592) francs, pour compter du 1er juillet 1981.

M. Mensah Ayivi Amah (Paul), pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 16e rang), ci-après désignés :

Ayikoé, né le 8 avril 1952
Messanvi, né le 15 mai 1954
Ayité, né le 28 juin 1961
Ayélévi, née le 13 avril 1966
Ayitétukui, né le 14 août 1972
Ayité, né le 25 août 1973
Fafadji, né le 30 avril 1974
Ayoko, née le 26 janvier 1976
Edoulagnao, né le 1er juin 1978
Hunodogbé, né le 1er octobre 1980.

Arrêté n° 120/MFE/CR du 17-3-82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%), au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante quatre (558.564) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afoda Djibril, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo, (indice 1050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afoda Djibril, pour compter du 1er janvier 1982, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang), ci-après désignés :

Nouriatou, née le 24 janvier 1949
Rahinatou, née le 21 juillet 1949
Habibatou, née le 12 juin 1953
Sahidou, né le 13 novembre 1954
Sabi, né le 11 juin 1960
Marwane, né le 25 mai 1963.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixé à cent trente neuf mille six cent quarante quatre (139.644) francs, pour compter du 1er janvier 1982.

M. Afoda Djibril, pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 14e rang), ci-après désignés :

Aïssa, née le 13 juin 1963
Allagbé, né le 2 décembre 1967
Mouna, né le 22 décembre 1968
Adnane, né le 17 janvier 1971
Andya, né le 1er décembre 1974
Mohaman, né le 2 décembre 1975
Hamna, née le 9 juillet 1976
Salama, née le 18 décembre 1979.

Arrêté n° 121/MFE/CR du 17-3-82 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 71%), au montant annuel de quatre cent quatre vingt quatre mille huit cent quatre vingt (484.880) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Follykoé Mensah (Claude), instituteur-adjoint de 1re classe, 2e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo, (indice 950), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Follykoé Mensah (Claude), pour compter du 1er janvier 1982, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Mawule, né le 12 juillet 1949
Kanyi, né le 30 novembre 1951
Sitou, né le 14 janvier 1955
Anani, né le 29 juillet 1958
Assion, né le 9 novembre 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixé à quatre vingt seize mille neuf cent soixante-seize (96.976) francs, pour compter du 1er janvier 1982.

M. Follykoé Mensah (Claude), pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1982, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 8e rang), ci-après désignés :

Ekpé, né le 27 août 1966
Kafui, née le 16 septembre 1971
Dédé, née le 12 novembre 1972.

Arrêté n° 122/MFE/CR du 17/3/82 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 66%), au montant annuel de quatre cent quatre vingt dix huit mille cent soixante-seize (498.176) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bedi Ohounou, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo, (indice 1050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension, est fixée au 1er janvier 1982.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bedi Ohounou, pour compter du 1er janvier 1982, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang), ci-après désignés :

Ama, née en 1946
Yaovi, né le 12 février 1949
Koffi, né le 27 novembre 1953
Yankoutan, né le 16 octobre 1956
Adjoavi, née le 3 novembre 1958
Yawovi, né le 8 novembre 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus, est fixé à cent vingt quatre mille cinq cent quarante quatre (124.544) francs, pour compter du 1er janvier 1982.

M. Bedi Ohounou, pourra prétendre, pour compter

du 1er janvier 1982, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants, (du 7e au 9e rang), ci-après désignés :

Komi, né le 23 février 1963
Kokou, né le 31 juillet 1963
Afiavi, née le 20 août 1965.

Rôles

Arrêté n° 501-MEF du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

54 Lomé TP	22.754.193	
VF	20.397.185	
TSDH	3.501.170	
		46.652.548
55 Lomé TP	5.077.607	
VF	2.290.582	
TSDH	381.763	
		7.749.952
		54.402.500

BUDGET COMMUNAL

54 Lomé TC	1.514.325	1.514.325
55 Lomé TC	62.000	62.000
		1.576.325

HORS BUDGET 480-100

54 Lomé Amendes TP	4.874.663	
Amendes VF	3.985.097	
Amendes TC	306.644	
Amendes TSDH	689.594	
		9.856.003
55 Lomé Amendes TP	1.146.090	
Amendes TC	4.625	
Amendes VF	425.144	
Amendes TSDH	70.907	
		1.647.066
		11.503.069
		67.481.894

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de soixante sept millions quatre cent quatre-vingt un mille huit cent quatre-vingt quatorze francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 502-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

15 Atakpamé Patentes	29.800	
Licences	3.000	
		32.800
		32.800

BUDGET COMMUNAL

16 Atakpamé Patentes	76.350	
Ca/Patentes	15.270	
Licences	68.500	
Ca/Licences	13.700	
		173.820
		173.820
		206.620

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent six mille six cent vingt francs est fixée au 15 février 1981.

Arrêté n° 503-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

5 OTI B.I.C.	173.750	
IG.R.	86.514	
		260.364
6 TONE B.I.C.	532.210	
I.G.R.	295.854	
		828.064
		1.088.428

HORS BUDGET 480-100

6 TONE Majorations B.I.C.	162.180	162.180
		162.180
		1.250.608

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million deux cent cinquante mille six cent huit francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 504-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

3 Badou Patentes	5.511.800	
Licences	817.000	
		6.328.800
4 Haho Patentes	2.353.600	
Licences	774.000	
		3.128.600
5 Atakpamé Patentes	402.000	
Licences	3.000	
		405.000
		9.862.400

BUDGET COMMUNAL

6 Atakpamé Patentes	1.355.900	
Ca/Patentes	271.200	
Licences	175.000	
Ca/Licences	35.000	
		1.837.100
		1.837.100
		11.699.509

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de onze millions six cent quatre vingt dix neuf mille cinq cents francs est fixée au 2 novembre 1981

Arrêté n° 505-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

16 Kpalimé T.V.L.	977.647	
T.V.	261.917	
		1.239.564
17 Kpalimé T.V.L.	720.666	
T.V.	194.274	
		914.940
18 Kpalimé T.V.L.	60.894	
T.V.	10.149	
		71.043
		2.225.547

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions deux cent vingt cinq mille cinq cent quarante sept francs est fixée au 2 janvier 1982.

Arrêté n° 506-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

13 Lama/Kara Patentes	8.119.264	
Licences	744.000	
		8.863.264
		9.014.464

BUDGET DE PREFECTURE

Lama/Kara Taxe Civique	151.200	
		9.014.464

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de neuf millions quatorze mille quatre cent soixante quatre francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 507-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

14 Niamtougou Patentes	934.420	
Licences	211.000	
		1.145.420
15 Pagouda Patentes	1.143.640	
Licences	138.000	
		1.281.640
16 Kanté Patentes	373.720	
Licences	22.000	
		395.720
		2.822.780
		2.822.780

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions huit cent vingt deux mille sept cent quatre vingts francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 508-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

17 Kara I.G.R.	1.641.331	
		1.641.331

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million six cent quarante et un mille trois cent trente un francs est fixée au 2 décembre 1981.

Arrêté n° 509-MEF-AI du 31-12-81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

269 Aného Taxe Progressive	481.569	
Vogan Taxe Progressive	43.176	
Tabligbo Taxe Progressive	24.784	
Tsévié Taxe Progressive ..	69.444	
		618.973
270 Notsé Taxe Progressive	216.694	
Kpalimé Taxe Progressive	519.194	
Atakpamé Taxe progres.	395.330	
Amlamé/Akposso Taxe progres-		
sive	36.744	
Badou Taxe progressive ..	29.250	
		1.001.912
271 Sotouboua Taxe progres.	29.430	
Sokodé Taxe progressive	386.016	
Bafilo Taxe progressive	20.121	
Bassar Taxe progressive	34.696	
Lama-Kara Taxe progres.	807.777	
Niamtougou Taxe progres.	6.970	
Pagouda Taxe progres.	16.872	
		1.301.982
		2.922.767
		2.922.767

Arrêté n° 510-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

4 Dapaong Patentes	3.668.080		
Licences	610.000		
		4.278.080	
			4.278.080

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions deux cent soixante dix huit mille quatre cents francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 511-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

126 Lomé T.V.L.	3.113.117		
T.V.	2.571.089		
		5.684.206	
			5.684.206

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions six cent quatre vingt quatre mille deux cent six francs est fixée au 11 janvier 1981.

Arrêté n° 512-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

131 Lomé T.V.V.	1.300		
T.V.L.	4.677.660		
T.V.	3.972.577		
		8.651.537	
			8.651.537

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions six cent cinquante et un mille cinq cent trente sept francs est fixée au 18-1-82.

Arrêté n° 513-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvées et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

1 Sokodé Patentes	8.792.467		
Ca/Patentes	879.244		
Licences	1.111.088		
Ca/Licences	111.108		
		10.893.907	
3 Bassar Patentes	1.363.850		
Ca/Patentes	272.770		
Licences	244.000		
CA/Licences	48.900		
		1.929.420	
			12.823.327

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de douze millions huit cent vingt trois mille trois cent vingt sept francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 514-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

55 Lomé T.V.L.	1.385.067		
T.V.	1.797.277		
		3.182.344	
			3.182.344

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions cent quatre vingt deux mille trois cent quarante quatre francs est fixée au 11 novembre 1981.

Arrêté n° 515-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

56 Lomé T.V.L.	1.661.761		
T.V.	2.010.993		
		3.672.744	
			3.672.744

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions six cent soixante douze mille sept cent quarante quatre francs est fixée au 21 décembre 1981.

Arrêté n° 516-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

85 Lomé B.I.C.	118.688.740		
F.N.I.	30.390.980		
		149.079.720	
			149.079.720

HORS BUDGET 480-100

85 Lomé Amende B.I.C.	7.718.168		
			7.718.168

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cent cinquante six millions sept cent quatre vingt dix sept mille huit cent quatre vingt huit francs est fixée au 7 décembre 1981.

Arrêté n° 517-MEF-AI du 31-12-81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

148 Aného Taxe progressive	32.244		
Tabligbo Taxe progressive	25.354		
Tsévié Taxe progressive	42.234		
		99.832	
Atakpamé Taxe progres.	1.167.284		
Badou Taxe progressive	330		
Kpalimé Taxe progressive	293.136		
Notsé Taxe rogressive	30.138		
		1.490.888	

150 Bafilo Taxe progressive	10.020	
Bassar Taxe progressive.	3.486	
Dapaong Taxe progressive	36.728	
Kantè Taxe progressive	25.746	
Mango Taxe progressive	50.610	
Niamtougou Taxe progres.	60.564	
Pagouda Taxe progressive	19.623	
Sokodé Taxe progressive	372.120	
Sotouboua Taxe progressive	52.342	
Tchamba Taxe progressive	8.424	
	<u>639.663</u>	
		<u>2.230.383</u>
		<u>2.230.383</u>

Arrêté n° 518-MEF-AI du 31-12-81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

145 Aného Taxe progressive	132.884	
Tabligbo Taxe progressive	25.578	
Tsévié Taxe progressive	65.880	
Vogan Taxe progressive	1.278	
	<u>225.620</u>	
146 Amlamé/Akposso Taxe progressive	18.276	
Atakpamé Taxe progres.	354.216	
Badou Taxe progressive	56.850	
Kpalimé Taxe progressive	100.716	
Notsé Taxe progressive	46.266	
	<u>576.324</u>	
146 Bafilo Taxe progressive	1.584	
Bassar Taxe progressive	39.801	
Dapaong Taxe progres.	215.691	
Kantè Taxe progressive	5.757	
Lama-Kara Taxe progres.	623.034	
Mango Taxe progressive	12.120	
Pagouda Taxe progressive	13.963	
Sokodé Taxe progressive	634.655	
Sotouboua Taxe progres.	84.372	
	<u>1.630.977</u>	
		<u>2.432.921</u>
		<u>2.432.921</u>

Arrêté n° 519-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

13 Kpalimé Taxe immobilière	2.839.925	
		<u>2.839.925</u>

BUDGET COMMUNAL

14 Kpalimé T.V.L.	923.607	
T.V.	222.972	
	<u>1.146.579</u>	
15 Kpalimé T.V.L.	10.001.207	
T.V.	240.457	
	<u>1.241.664</u>	
		<u>2.388.243</u>
		<u>5.228.168</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions deux cent vingt huit mille cent soixante huit francs est fixée au 2 décembre 1981.

Arrêté n° 520-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

11 Atakpamé T.V.L.	378.237	
T.V.	384.905	
		<u>763.142</u>
12 Atakpamé T.V.L.	539.662	
T.V.	432.621	
		<u>972.283</u>
13 Atakpamé T.V.L.	599.973	
T.V.	487.749	
		<u>1.087.722</u>
14 Atakpamé T.V.L.	633.997	
T.V.	584.143	
		<u>1.218.140</u>
		<u>4.041.292</u>
		<u>4.041.292</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions quarante et un mille deux cent quatre vingt douze francs est fixée au 15 février 1982.

Arrêté n° 521-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-dessous :

HORS BUDGET 480-100

2 Dapaong Amendes B.I.C.	480.044	
		<u>480.044</u>
		<u>480.044</u>

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatre cent quatre-vingt mille quarante quatre francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 522-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

7 Haho B.I.C. (I.M.F.)	1.429.500	
8 Atakpamé B.I.C. (I.M.F.)	1.086.000	
F.N.I.	210.000	
		<u>1.296.000</u>
9 Atakpamé B.I.C. (I.M.F.)	8793.082	
F.N.I.	2.462.626	
		<u>11.255.708</u>
10 Badou B.I.C. (I.M.F.)	961.500	
		<u>14.942.708</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatorze millions neuf cent quarante deux mille sept cent huit francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 523-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

17 Badou B.I.C.	214.800	
I.G.R.	239.372	
		<u>454.172</u>
20 Haho B.I.C.	36.600	
I.G.R.	291.168	
		<u>327.768</u>
		<u>781.940</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept cent quatre vingt et un mille neuf cent quarante francs est fixée au 15 février 1982.

Arrêté n° 524-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

18 Atakpamé B.I.C.	1.131.730	
B.N.C.	4.000	
I.G.R.	1.377.588	
		2.513.318
19 Atakpamé B.I.C.	45.500	
I.G.R.	255.020	
		300.520
		2.813.838
		2.813.838

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions huit cent treize mille huit cent trente huit francs est fixée au 1er mars 1982.

Arrêté n° 525-MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercices 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

52 Lomé TP	859.823	
VF	1.848.298	
TSDH	304.716	
		3.012.837
53 Lomé TP	4.878.876	
VF	2.253.350	
TSDH	375.558	
		7.507.784
		10.520.621

BUDGET COMMUNAL

52 Lomé TC	80.628	
53 Lomé TC	508.500	589.128

HORS BUDGET — 480 — 100

52 Lomé Amendes TP	97.998	
Amendes TC	1.785	
Amendes VF	249.393	
Amendes TSDH	40.732	
		3.389.908
53 Lomé Amendes TP	1.058.090	
VF	285.747	
TSDH	47.624	
TC	106.125	
		1.497.586
		1.887.494
		12.997.243

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de douze millions neuf cent quatre-vingt dix sept mille deux cent quarante trois francs est fixé au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 526-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-dessous :

BUDGET COMMUNAL

54 Lomé TVL	6.414.138	
TV	2.850.060	
		9.264.198
		9.264.198

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de neuf millions deux cent soixante quatre mille cent quatre vingt dix huit francs est fixée au 11 novembre 1981.

Arrêté n° 527-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

57 Lomé TVL	2.724.975	
TV	2.821.195	
		5.546.170
		5.546.170

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions cinq cent quarante six mille cent soixante dix francs est fixée au 21 décembre 1981.

Arrêté n° 528-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-dessous :

BUDGET COMMUNAL

58 Lomé TVL	683.013	
TV	660.728	
		1.343.741
		1.343.741

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus d'élevant à la somme de un million trois cent quarante trois mille sept cent quarante et un francs est fixée au 29-12-1981.

Arrêté n° 529-MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

59 Lomé TVL	1.877.375	
TV	2.241.066	4.118.441
		4.118.441

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions cent dix mille quatre cent quarante et un francs est fixée au 29-12-81.

Arrêté n° 530-MFE-AI du 31-12-81 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1980 ci-après :

BUDGET GENERAL

272 Kanté Taxe Progressive	6.132	
Mango Taxe Progressive	136.125	
Dapaong Taxe Progressive ..	284.928	
Tchamba Taxe Progressive ..	71.736	
		498.921
273 Aného Taxe Progressive	187.504	
Vogan Taxe Progressive	216	
Tabligbo Taxe Progressive ..	26.106	
Tsévié Taxe Progressive	8.775	
		222.601
274 Notsè Taxe Progressive	30.768	
Kpalimé Taxe Progressive ..	103.446	
Atakpamé Taxe Progressive ..	665.364	
Amlamé Taxe Progressive ..	36.648	
Badou Taxe Progressive	56.388	892.614
		1.614.136
		1.614.136

Arrêté n° 531/MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1981 ci-après :

BUDGET GENERAL

78 Lomé	BIC	4.762.982	
	BNC	1.713.390	
	IGR	9.239.870	
	FNI	1.542.804	
			17.259.046

HORS BUDGET 480-100

78 Lomé	Majoration BIC ..	533.980	
	Majorations BNC	352.500	
	Majorations IGR	3.024.610	
			3.911.090
			21.170.136
			21.170.136

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de vingt et un millions cent soixante dix mille cent trente six francs est fixée au 2 novembre 1981.

Arrêté n° 532/MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

127 Lomé	TVL	1.018.782	
	TV	1.671.163	
			2.689.945
			2.689.945

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions six cent quatre vingt neuf mille neuf cent quarante cinq francs est fixée au 11 janvier 1982.

Arrêté n° 533/MEF-AI du 31-12-81 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

128 Lomé	TVL	575.814	
	TV	1.154.964	
			1.730.778
129 Lomé	TVL	379.641	
	TV	385.410	
			765.051
			2.495.229

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions quatre cent quatre vingt quinze mille huit cent vingt neuf francs est fixée au 18 janvier 1982.

Arrêté n° 534/MEF-AI du 31-12-81 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1979 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

130 Lomé	TVL	4.891.429	
	TV	4.439.706	
			9.331.135
			9.331.135

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de neuf millions trois cent trente et un mille cent trente cinq francs est fixée au 18-1-82.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****Avis d'Appel d'offres**

La direction des travaux publics du Togo lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel de travaux publics destiné à l'entretien routier au Togo.

La fourniture comprend :

- Matériel lourd (tracteurs à chenilles et niveleuses)
- Matériel léger (camionnettes — camions bennes — camions citernes à eau et carburant)
- Pièces détachées destinées à l'entretien du matériel précité.

L'appel d'offres est divisé en cinq (5) lots.

Les soumissionnaires et les matériels proposés devront avoir obligatoirement leur origine au Japon.

Le dossier complet d'appel d'offres peut être consulté : AU TOGO — Direction des travaux publics B.P. 335 — LOME

Bureau des marchés et Arrondissement parc et matériel.

A ABIDJAN — Ambassade du JAPON en COTE D'IVOIRE 8e étage-Alpha 2000-01 B.P. 1329 ABIDJAN 01.

A TOKYO — Agence de la coopération internationale du JAPON

B.P. N° 216-48è étage — SHINJUKU MITSUI BLDG

N° 1-2-CHOME, NISHI — SHINJUKU

SHINJUKU-KU, TOKYO 160, JAPON.

Les dossiers complets d'appel d'offres seront envoyés sur demande adressée à la direction des travaux publics

Le paiement sera effectué par chèque établi au nom de M. le trésorier payeur du TOGO.

B.P. 335 — Lomé, moyennant la somme de 20.000 F CFA.

Les offres seront adressées ou remises à M. le président de la commission consultative des marchés, présidence de la République Lomé (TOGO).

Elles devront lui parvenir avant le 4 mai 1982 à 11 heures (heure locale).

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le 5 mai 1982 à 15 heures à la présidence de la République.

Lomé, le 30 mars 1982

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

N. AYEVA

Avis de perte de Titres Fonciers

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 9021 Volume XLVI F° 84 appartenant à M. Agbodjan Labité (Alexandre) agent commercial demeurant à Lomé.

Pour Deuxième Insertion

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 5448 RT appartenant à M. Lawson Teyi (Félix), Retraité, demeurant à Aného.

Pour deuxième insertion

IMPRIMERIE EDITOGO — LOME

Dépôt légal n° 12